

l'effort de désarmement. Notre message ce sont aussi les Droits de l'Homme, les Droits des peuples, la solidarité avec le Tiers-Monde : à douze, nous les amplifierons.

A partir du 1^{er} janvier 1993, l'Europe constituera un formidable ensemble où circuleront librement personnes, services et capitaux. Plus que jamais, nous avons besoin d'être représentés à Strasbourg par des élus qui défendent nos intérêts ; nous avons besoin d'une Communauté démocratique et d'un Parlement européen fort, qui ne se dessaisisse pas au profit de technocrates.

LE 18 JUIN, IL S'AGIT DE REUSSIR L'ECHANGE DE 1993

Nous y parviendrons à trois conditions :

1. Choisir l'Europe du progrès social.

A qui fera-t-on croire que les partis conservateurs, hostiles au progrès social en France, y deviendraient favorables en Europe ? Avec eux, la Communauté serait ouverte à tous les vents, vulnérable aux concurrences extérieures. L'alignement des régimes sociaux s'y ferait alors sur les pays où la protection sociale est la plus faible.

Nous agirons, nous, au contraire pour que les progrès économiques se traduisent par des avancées sociales. Pour garantir la protection sociale, renforcer les droits des travailleurs salariés et indépendants, développer l'éducation et la formation, améliorer la situation des personnes âgées, combattre les exclusions de toutes sortes.

2. Construire une Communauté active et organisée.

Laisser agir seules les forces du marché, chères aux conservateurs, aggraverait les déséquilibres entre régions, professions, catégories sociales.

Nous voulons, nous, des règles de fonctionnement précises pour corriger ces inégalités, pour réorienter la politique agricole commune, pour faire respecter la préférence communautaire. Santé, environnement, aménagement du territoire, dynamisme économique, recherche, création : nous soutiendrons des politiques volontaristes, conjuguant les initiatives privées et publiques.

C'est vrai en particulier pour les départements et territoires d'outre-mer. La droite voudrait qu'ils renoncent à leurs ressources fiscales, dont "l'octroi de mer", ce qui nie leurs spécificités. Nous voulons, nous, faciliter d'abord leur rattrapage économique, par des plans de développement régionaux négociés avec la Communauté, et ensuite seulement envisager une harmonisation.

3. Préparer l'avenir de façon responsable :

On voit les conséquences d'une vision qui serait purement mercantile de la Communauté ; notre culture menacée par le déferlement de programmes de télévision américains et japonais ; les atteintes, souvent dramatiques, à notre environnement.

Nous agirons, nous, pour bâtir, avec le programme Eurêka audiovisuel, une production vraiment européenne et pour défendre la culture française. Nous agirons, autour de la création d'une Agence Européenne de l'Environnement,

pour réconcilier l'économie et l'écologie, lutter contre les pollutions, préserver le cadre de vie urbain et rural. En construisant cette Communauté-là, nous penserons particulièrement à la jeunesse.

LE 18 JUIN, IL S'AGIT DE SOUTENIR L'ACTION EUROPEENNE DE FRANÇOIS MITTERRAND

Le 1^{er} juillet, la France présidera pour six mois la Communauté européenne. Le 14 juillet, elle réunira le Sommet des pays industrialisés. Et elle continuera à préparer, au mieux de nos intérêts, l'entrée dans le Grand Marché de 1993.

Dans ces moments décisifs, appuyons avec force l'action européenne du Président de la République. A l'Assemblée nationale, les partis de droite ont voté la censure contre la politique européenne de François Mitterrand. Nous, nous lui apportons pleinement notre soutien.

Femmes et hommes de progrès, compétents et efficaces, nos élus rempliront effectivement leurs responsabilités au Parlement européen. Ils agiront au sein du groupe parlementaire le plus puissant : le groupe socialiste, le seul qui regroupe des élus des douze pays de la Communauté.

La liste que je conduis réunit Socialistes, Radicaux de gauche, membres de l'Association des Démocrates, personnalités de progrès et écologistes. C'est le vaste rassemblement de tous ceux qui, aux côtés de François Mitterrand et du gouvernement de Michel Rocard, agissent concrètement pour l'Europe du progrès social, une Europe de justice et de paix : la vôtre.

Il n'y a qu'un seul tour, le 18 juin. Je compte sur vous.
Laurent Fabius

